

Le Monde

21 janvier 2024

Le Hamas donne sa version des faits sur l'attaque du 7 octobre et estime que « des erreurs ont peut-être été commises »

Le mouvement islamiste demande également « l'arrêt immédiat de l'agression israélienne de Gaza, des meurtres et du nettoyage ethnique commis contre l'ensemble de la population de Gaza ».

Le Monde avec AFP

Ce document publié par le Hamas, dimanche 21 janvier, est le premier du genre. Le mouvement islamiste palestinien entend livrer « sa version des faits » sur l'attaque sans précédent perpétrée sur le sol israélien le 7 octobre 2023, qui a causé la mort de 1 140 personnes, en majorité des civils, selon un décompte de l'Agence France-Presse (AFP) à partir de données officielles israéliennes, notamment plus de 360 festivaliers à Réim.

Selon le Hamas, l'opération « déluge d'Al-Aqsa » était « une étape nécessaire » et une « réponse normale » face à « tous les complots israéliens contre le peuple palestinien ». « Des erreurs ont peut-être été commises lors de la mise en œuvre de l'opération, en raison de l'effondrement soudain de l'appareil sécuritaire et militaire le long de la frontière entre Israël et la bande de Gaza », assure l'organisation considérée comme terroriste par les Etats-Unis, l'Union européenne et Israël.

« Eviter de porter atteinte aux civils, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées est une obligation religieuse et morale des combattants des Brigades Al-Qassam », poursuit le Hamas, en mentionnant sa branche armée, et insiste « avoir fait de son mieux pour éviter de toucher des civils », malgré le bilan de 1 140 morts.

Par ailleurs, des enquêtes sont en cours en Israël à la suite de témoignages faisant état de violences sexuelles.

Rejet de « tout projet international ou israélien » sur l'avenir de Gaza

Dans son rapport, le mouvement islamiste demande également « l'arrêt immédiat de l'agression israélienne de Gaza, des meurtres et du nettoyage ethnique commis contre l'ensemble de la population de Gaza ».

Aussi, il déclare rejeter « catégoriquement tout projet international ou israélien visant à décider de l'avenir de la bande de Gaza », affirmant que le « peuple palestinien » peut « décider de son avenir et organiser ses affaires internes » en insistant sur le fait que « personne au monde » n'a le droit de décider pour lui.

Vendredi, [le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou](#), a déclaré, lors d'un entretien téléphonique avec le président américain, Joe Biden, qu'Israël devait « s'assurer que Gaza ne constituera plus une menace » et cette exigence « contredit la demande de souveraineté palestinienne », selon le bureau du chef du gouvernement israélien, malgré des appels américain, européen et de l'Organisation des Nations unies à la création d'un Etat palestinien.

Au 107^e jour de guerre, l'offensive aérienne et terrestre menée par Israël pour « anéantir » le Hamas à Gaza, a tué 25 105 personnes, en grande majorité des civils, et en a blessé 62 681, a communiqué, dimanche, le ministère de la santé de la bande de Gaza, territoire administré par le Hamas.